

Partis francophones : qui reçoit de bonnes notes ?

En prévision des prochaines élections fédérales, nous vous proposons une comparaison entre les revendications que nous portons et les positionnements politiques des partis.

LES PROMESSES

Nous comparons des revendications phares de la CNE avec les programmes des élections politiques 2024. Pour vous aider à repérer aisément les convergences, nous appliquons la signalétique suivante.

- **Feu vert** : convergence forte avec notre projet social
- **Feu orange** : convergence faible avec notre projet social
- **Feu rouge** : divergence avec notre projet social
- Absent du programme

SALAIRES

Préserver et étendre l'indexation automatique des salaires

- **PS, Ecolo, PTB**
préserver et étendre l'indexation automatique.
- **MR**
statu quo de l'indexation automatique des salaires.
- **Engagé.e.s**
limitation de l'indexation pour les plus hauts salaires et baisse des cotisations sociales patronales lorsque l'indexation dépasse un seuil de 4% par an.
- **DéFI** /

Supprimer la loi de blocage des salaires

- **PS, Ecolo, PTB**
révision de la loi pour rendre possible une négociation libre des salaires
- **MR**
maintien de la loi
- **Engagé.e.s**
modifier la loi pour permettre des augmentations salariales dans les secteurs faisant des profits lorsque la marge salariale est de 0%
- **DéFI** /

QUALITÉ DE L'EMPLOI

Réduire collectivement le temps de travail (RCTT) et semaine de 4 jours

- **PS**
tendre vers une RCTT à 32h par semaine en 4 jours.
- **Ecolo**
tendre vers une RCTT à 32h par semaine avec réduction de cotisations sociales
- **PTB**
tendre vers une RCTT à 30h par semaine.
- **MR**
/ En interviews, G.-L. Bouchez se dit favorable à une défiscalisation des heures supplémentaires dans certains secteurs

Supprimer les flexi-jobs

- **Engagé.e.s et DéFI** /
- **PS**
instaurer un moratoire à l'extension des flexi-jobs
- **Ecolo**
limitation du recours aux flexi-jobs.
- **PTB**
opposition à l'extension des flexi-jobs. Remplacement des emplois sous-payés par des emplois décents.
- **MR**
extension des flexi-jobs à l'ensemble des secteurs
- **Engagé.e.s et DéFI** /

ALLOCATIONS DE CHÔMAGE

Contre toute limitation dans le temps et dégressivité accrue des allocations de chômage

- **PS, Ecolo et PTB**
contre la limitation et la dégressivité accrue
- **MR**
2 ans maximum sauf pour les chômeurs de plus de 55 ans. Augmentation des allocations de chômage dans les 6 premiers mois.

● **Engagé.e.s**

limiter le droit aux allocations à 2 ans mais en augmentant leur montant initial.

● **DéFI**

globalisation de l'allocation de chômage avec toutes les allocations sociales perçues pour atteindre 1.300€ (« bouclier social »)

Supprimer le statut de cohabitant

- **PS, Ecolo et PTB**
suppression du statut cohabitant
- **MR**
oui, mais dans le cadre d'une réforme plus large de la Sécurité sociale.
- **Engagé.e.s**
oui, mais de manière progressive
- **DéFI**
oui, sauf si impossible à cause de la situation budgétaire

PENSIONS

Ramener l'âge légal de la pension à 65 ans

- **PS**
oui, mais avec une condition de carrière de 42 ans et de 40 ans pour les métiers pénibles
- **Ecolo**
oui, pour certains métiers pénibles
- **PTB**
oui
- **MR, Engagé.e.s, DéFI**
non

FISCALITÉ

Créer un impôt sur la fortune

- **PS**
pour un impôt sur la fortune au niveau européen
- **Ecolo**
impôt au niveau belge sur les fortunes de plus de 1 million €

● **PTB**

impôt au niveau belge sur les fortunes de plus de 5 millions €

● **Engagé.e.s**

défendent un impôt sur la fortune, mais non-récurrent (« one-shot »)

● **MR et DéFI**

contre un impôt sur la fortune. Le MR est en outre pour la suppression progressive du précompte immobilier

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Organiser la transition écologique

- **PS et Ecolo**
cartographier les besoins en emplois et en compétences liés à la transition écologique. Planifier les reconversions en garantissant un emploi décent
- **PTB**
obliger les entreprises à remettre un plan de transition écologique. Donner aux travailleurs un droit de veto par rapport aux plans de transition de leur entreprise
- **MR**
laisser la transition des emplois à l'initiative individuelle
- **Engagé.e.s**
développer des feuilles de route de décarbonation dans les secteurs économiques. La question des emplois et des compétences n'est pas évoquée.
- **DéFI** /

FINANCES PUBLIQUES

Assouplir les règles budgétaires européennes

- **PTB**
supprimer les règles budgétaires européennes (pacte de stabilité).
- **PS et Ecolo**
assouplir les règles en excluant du calcul les investissements dans la transition écologique
- **Engagé.e.s**
inclure un plafond d'endettement public dans la Constitution belge. Exclure du calcul du déficit les investissements verts
- **MR**
inclure dans la Constitution belge des plafonds de déficit et de dette. Plafonner les dépenses publiques à maximum 50% du PIB
- **DéFI** /

Les actes

L'évaluation d'un parti doit prendre en compte, non seulement les promesses, mais leur concrétisation en actes. Par définition, l'attention se porte surtout sur l'action des gouvernements et des partis qui les composent. Sous cette législature, les principaux partis francophones dans les gouvernements ont été le MR, le PS, et Ecolo. Comment ont-ils agi ? Ont-ils concrétisé leurs promesses électorales ? L'évaluation que nous proposons ci-dessous doit être prise avec prudence. Dans des gouvernements de coalition, il est normal qu'un parti ne concrétise pas tout son programme. Et une évaluation des gouvernements conduit inévitablement à sembler plus sévère avec les partis qui ont pris leurs responsabilités (PS, Ecolo), et plus indulgents vis-à-vis de ceux qui sont restés au balcon (PTB, Engagé.e.s).

Supprimer la loi de blocage des salaires ?

Sous le gouvernement De Croo ou « Vivaldi » (2020-2024), l'inflexible loi de blocage des salaires du gouvernement Michel a été maintenue. Cela convient très bien au MR et au patronat. Beaucoup moins au PS, à Ecolo et aux travailleurs. Malgré une mobilisation syndicale de grande ampleur (manifestations, grèves, pétitions, auditions à la Chambre), le gouvernement De Croo n'a pas bougé. C'est d'autant plus décevant que le ministre de l'Emploi était le PS Pierre-Yves Dermagne. Même des aménagements techniques autorisés dans la loi n'ont pas été mis en œuvre (p.ex. sur l'interdiction temporaire des versements de dividendes).

Rendre la fiscalité juste ?

Tant le PS et Ecolo se positionnent pour une fiscalité plus juste : impôt sur la fortune, globalisation des revenus, augmentation des taux sur les hauts revenus étaient proposés. La droite du gouvernement Vivaldi a proposé une sorte de Tax shift qui a donné des cadeaux fiscaux à tous les revenus et impacté les plus faibles par des hausses de TVA. Il est heureux que cette réforme injuste et qui aurait creusé le trou budgétaire ait échoué. PS et Ecolo ont donc évité le pire et obtenu deux victoires symboliques, avec le renforcement de la taxe sur les comptes-titres et une taxe sur les surprofits des entreprises d'énergie.

Organiser une transition juste ?

Dans leurs programmes 2019, le PS et Ecolo plaident pour une transition juste. Le PS réclamait une conférence pour la transition juste, Ecolo des plans sectoriels de formation liés à cette transition. Le gouvernement Vivaldi, principalement grâce à sa ministre du Climat, a organisé une conférence pour la transition juste réunissant les principaux acteurs. C'est positif, mais insuffisant. La CNE souhaite que les entreprises soient obligées de former et d'accompagner les travailleurs touchés par la transition écologique, et que les pouvoirs publics déposent des législations en ce sens, ce qui n'a pas été le cas sous cette législature.

En finir avec l'austérité budgétaire ?

Le PS comme Ecolo réclament depuis longtemps que les règles budgétaires européennes permettent les investissements publics dans la transition écologique. Durant la crise du Covid, l'UE a suspendu ses règles budgétaires pour permettre aux Etats de se défendre contre le virus et de soutenir leurs travailleurs et entreprises. Syndicalement, nous plaçons pour que les règles permettent des investissements sociaux et écologiques. L'UE propose aujourd'hui un retour à l'austérité. Et c'est au gouvernement Vivaldi, dans le cadre de sa présidence de l'UE, qu'il échoit de faire atterrir la réforme. Un vote est attendu pour mai 2024. Si ces règles passent, ce sera un point noir du bilan gouvernemental du PS et d'Ecolo.

Étienne Lebeau